

## Les marocains, dans quel pays veulent-ils vivre ?

Zouhir Louassini

**Q**uand j'ai connu monseigneur Antonio Peiteiro, archevêque de Tanger, j'avais un peu plus de 20 ans. A cette époque, je lui donnais des cours d'arabe. Dans la cour de la cathédrale, pratiquement chaque jour, nous conversions en abordant les sujets les plus divers : philosophie, histoire du Maroc, coutumes populaires et, cela va de soi, religion. Le discours allait toujours à la dérive, sans autre objectif que celui de le faire parler, et de l'écouter, en arabe.

Un jour, il s'arrêta et me regarda fixement.

– Cela fait bientôt cinq ans que je te connais – me dit-il très calmement. Nous parlons de tout, ouvertement, ce que je ne fais pas avec d'autres marocains. Aussi aimerais-je te demander, si tu me le permets, quels sont tes rapports avec la religion ?

– Monseigneur – lui répondis-je, car je m'adressais toujours à lui de cette façon – je ne voudrais pas vous mettre dans l'embarras, mais à dire vrai, je pense que je suis plutôt athée.

Ma réponse déclencha son rire, et je vis une certaine incrédulité transparente dans son regard.

– Je ne m'attendais sûrement pas à une telle réponse.

Il ajouta un commentaire avec l'humour qui le caractérisait pour conclure sur l'un de ses conseils « paternels » qu'il avait coutume de me prodiguer :

– Tu dois prier. La prière te montrera le chemin.

– Quelle prière ? – lui répondis-je avec une certaine provocation – : la vôtre ou la nôtre ?

Il m'avait parfaitement compris. Il rit à nouveau, et ajouta, cette fois-ci sérieusement :

– Vos prières aussi sont entendues par Dieu. L'important est de prier...

Cet homme, tout comme le père Lourido, eut une influence fondamentale sur ma vie. Ce sont eux qui m'ont appris le sens du respect envers tous les êtres humains, au-delà des idées et des croyances. Ils étaient tous deux convaincus que la miséricorde et l'amour divins sont si grands qu'ils ne sauraient être le monopole d'aucune religion, ni d'aucun peuple. Je vous présente toutes mes excuses.

Je suis conscient que les lignes qui précèdent relatent une anecdote bien trop personnelle pour sus-

citer un quelconque intérêt. Pour moi, cette expérience fut pourtant cruciale : je me suis depuis lors efforcé à mieux comprendre ma propre religion, et même si j'ai toujours considéré que le laïcisme était la meilleure garantie de convivialité civilisée pour les êtres humains, mes rapports avec la religion islamique sont devenus plus tolérants et plus compréhensifs qu'auparavant.

Aussi m'est-il encore plus difficile de comprendre l'attitude du Maroc envers certains chrétiens ces derniers temps. L'expulsion d'un groupe qui tentait d'évangéliser les musulmans ne puise son fon-

dement que dans l'ensemble de décisions incompréhensibles auxquelles le Maroc nous a habitués ces dernières années : des décisions qui démontrent une fois de plus que les marocains ne se sentent pas concernés par des concepts aussi fondamentaux que la liberté ou la démocratie.

Décisions incompréhensibles ? Disons plutôt que toute personne connaissant bien le Maroc sait que pour comprendre la réalité marocaine, il est quelquefois préférable d'analyser ce qui est passé sous silence plutôt que les propres discours. En réalité, ces décisions,

en soi, ne sont pas importantes : ce qui est important, c'est le message qu'elles cherchent à transmettre. Il existe des milliers de façons d'aborder la « question de l'évangélisation », mais cette fois-ci, le Maroc a choisi la plus virulente. Il est vrai qu'il a évité la voie judiciaire, qui aurait provoqué une dure réaction de la part des pays occidentaux si la procédure et la privation de liberté applicables au délit d'évangélisation avaient été appliquées. Aussi, pour ceux qui l'ont adoptée, l'expulsion était-elle une solution intermédiaire.

En définitive, cette décision avait une cible fondamentale : l'opinion publique interne. Tout ce qui concerne la religion a l'incomparable capacité de mobiliser les masses et de créer un consensus ; un consensus national qui, dans certains cas, perdrait son souffle. N'oublions pas que toutes les dynasties ayant guidé et guidant toujours le destin du Maroc puisent leur légitimité dans la religion, et que le roi porte le titre de Miramolin :

**Le changement est impossible si l'on redoute quelques chrétiens**

le Prince des Croyants. Une mesure comme celle-ci présente donc plusieurs lectures symboliques, et notamment la volonté de se constituer en protecteur de la religion islamique face à tout type de profanation. Le Palais s'oppose ainsi à ceux qui utilisent la religion pour freiner toute tentative de changement. C'est également ce qui explique la lettre de soutien à la mesure adressée par 7 000 oulémas marocains, bien entendu, au « Prince des Croyants ».

Les mesures de ce type octroient aux partis politiques marocains, et en particulier à ceux de facture religieuse, leur raison d'être suprême, puisqu'elles contribuent à les montrer comme des instruments de pression capables de « contraindre » le Palais à adopter des initiatives de ce genre. Leur importance réside également dans le fait qu'elles éloignent l'opinion publique interne des véritables problèmes du pays : l'inflation et l'aggravation des inégalités sociales, pour ne citer que quelques exemples.

Les responsables de la décision savaient parfaitement que les critiques viendraient de l'étranger, ce qui ne leur importe pas vraiment. D'une part, parce que vis-à-vis de l'opinion publique interne, ces critiques seront récupérées pour démontrer « l'unité d'action face à l'attaque occidentale » (qui revêtira ainsi un caractère religieux). D'autre part, parce que l'opinion publique internationale, où pourrait se concentrer le danger, a montré une fois de plus son aphonie aux responsables marocains. Le seul qui ne semble pas avoir sa langue dans la poche est l'ambassadeur américain à Rabat, mais les responsables politiques marocains savent bien que ces commentaires d'un jour ne s'accompagneront d'aucune mesure sérieuse.

Dans toute cette affaire, il reste un dernier point qui doit être analysé froidement. Le Maroc a pris cette décision juste après avoir signé à Grenade un accord faisant de lui un partenaire préférentiel de l'Union européenne. Telle est donc la réaction des

marocains au discours du président belge du Conseil européen, Herman Van Rompuy, annonçant que l'Union suivrait de très près toutes les questions ayant trait aux droits de l'homme au Maroc ? Cela peut sembler étrange, mais toute personne qui connaît l'histoire moderne du Maroc sait que dans ce pays, bien des décisions sont adoptées en vertu d'une logique transcendante que seuls les érudits détenteurs des plus profonds secrets du Makhzen sont à même de comprendre.

Et c'est précisément sur ce point que nous devons approfondir la réflexion. Un débat ouvert sur l'expulsion des chrétiens pourrait en effet constituer un pas de plus dans l'évolution du Maroc vers une véritable démocratie. Nous autres marocains devons faire face à des décisions d'avenir que nous seuls pouvons prendre. Notre pays doit mûrir, et vite. Rien de ce qui a été fait au cours des 10 dernières années pour consolider les principes de la



Eglise d'Alfonso XIII. Tanger. / ABDELHAK SENNA/AFP/GETTY IMAGES

démocratie et du respect des droits de l'homme n'aura servi si l'on fait abstraction du respect de la liberté religieuse. Le Maroc et les marocains doivent se tourner vers le miroir de l'histoire et définir leurs choix : dans quel pays veulent-ils vivre ? Un Maroc démocratique où sont respectés les droits de tout un chacun, ou un pays restant enraciné dans une tradition médiévale ? Dans la vie, tous les choix comportent un risque ou un inconvénient. En définitive, il s'agit de savoir à quel point le Maroc est capable d'assumer une véritable démocratie. Tel est le véritable défi.

Pour la société marocaine, conservatrice par nature et éducation, le choix le plus simple est effectivement de regarder en arrière. Mais regarder en arrière, c'est s'enfermer sur soi-même. L'autre alternative consiste à s'orienter avec confiance vers l'avenir. Mais cette confiance est incompatible avec une société « redoutant » quelques chrétiens qui ne font que défendre leurs croyances. Ce sont là les risques de la liberté. Et la liberté existe, ou elle n'existe pas. ■

